

*l'Anti*capitaliste

n°812 | 3 septembre 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

FREE PALESTINE

**ASSEZ D'IMPUNITÉ !
ASSEZ DE COMPLICITÉ !**

IL FAUT STOPPER ISRAËL

ZOOM

Budgets 2027.
Le patron, c'est bien
le MEDEF!

Page 3

ARGUMENTS

Écologie. Face au
désastre climatique,
l'heure de la riposte

Page 5

LUTTER

Mobilisation
générale contre le
congrès du RN

Page 6

CHAMP LIBRE

Une université d'été
sous le signe de
l'antifascisme

Page 8

Édito

Le rire du patronat

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

À la Rencontre des entrepreneurs de France du Medef, le 27 août, Jean-Luc Mélenchon est interrogé sur les salaires. « Les salaires ? Il faut les augmenter. » La salle éclate d'un rire franc, spontané, partagé. Ces rires disent quelque chose d'un rapport de classe : pour le patronat, l'augmentation des salaires est une incongruité telle qu'il s'esclaffe à sa simple évocation. Oui, il faut augmenter massivement les salaires, les pensions et les minima sociaux, relever le Smic et le point d'indice, et les indexer sur les prix. Pas pour soutenir la consommation et éviter la récession, mais parce que c'est une urgence sociale élémentaire : pour des millions de travailleurEs, augmenter les salaires est la condition pour pouvoir remplir le frigo, payer son loyer, se chauffer, cesser de compter chaque euro. Après des années de hausse du coût de la vie, celles et ceux qui produisent les richesses doivent pouvoir en vivre dignement. Le rire du patronat, c'est déjà la lutte des classes. Il exprime crûment la violence sociale intrinsèque du capitalisme. Rire ici, c'est montrer que les besoins populaires ne sont même pas un objet de considération. Autant dire que nous n'obtiendrons pas une autre répartition des richesses par la persuasion ou par un accord raisonnable avec la bourgeoisie. Il faudra l'imposer par le rapport de forces : par les grèves, les mobilisations, l'organisation collective des travailleurEs. La bataille sur les salaires pose déjà la question de qui décide de la répartition des richesses. Parce que la bourgeoisie ne se laissera pas faire, aller jusqu'au bout de cette logique signifie contester le pouvoir même de ceux qui décident aujourd'hui de ce qui est produit, comment, par qui et pour quels intérêts : arracher les moyens de production aux capitalistes pour les placer sous le contrôle de celles et ceux qui travaillent. C'est notre perspective anticapitaliste.

Bien dit

Plus c'est chaud
plus c'est facho,
plus c'est facho
plus c'est chaud

CHRISTINE POUPIN, porte-parole du NPA- l'Anticapitaliste, lors du meeting de l'Université d'été : « Partout où l'extrême droite accède au pouvoir, c'est la fuite en avant dans les énergies fossiles, la fuite en avant dans l'industrie du luxe pour les plus riches. »

À retrouver sur la chaîne Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=nj2TC-R0v38&t=3071s>

À la Une

RENTÉE SOCIALE Après un été accablant, faisons reculer le gouvernement

Dernière rentrée pour la macronie, et quelle rentrée ? Sur le fil... pour la troisième année consécutive. Les discussions sur les budgets de l'État et de la Sécurité sociale s'annoncent serrées et leur adoption impossible. Cette année, en plus, l'été a été accablant pour le gouvernement et son inaction politique.

Le Monde l'affirme : « Une inquiétude point au sein du gouvernement : que la dernière ligne droite du mandat d'Emmanuel Macron serve de catalyseur à la dynamique du Rassemblement national (RN) et de LFI, notamment en cas de crise politique majeure. » Ce gouvernement a toutes les raisons d'être inquiet — inutile de savoir lire les signaux de fumée —, comme les travailleurEs ont toutes les raisons d'être en colère.

Un été accablant pour le gouvernement

L'été n'a pas seulement été brûlant. Les mégafeux ont profondément modifié, à grande échelle, nos représentations de l'accélération du réchauffement climatique et de ses conséquences. Le bilan de Lecornu, mais aussi des gouvernements des vingt dernières années, est à cet égard édifiant : rien. Pire, au nom des restrictions budgétaires, les services publics d'incendie et de secours ont été savamment sous-dimensionnés, comme, d'ailleurs, l'ensemble des services publics depuis vingt ans ! Avec des conséquences inévitables en cas d'incendie... Et ce n'est pas l'Europe des capitalistes qui va aider les pays du Vieux Continent à coordonner une action climatique qui pourrait entraver les affaires ! Et comment expliquer les fuites de données à répétition au niveau des finances publiques et de l'Éducation nationale, mettant en péril l'accueil des élèves dans

de bonnes conditions et menaçant les salaires de centaines de milliers de personnes ? Chaque année depuis 2023, selon la CNIL, la France explose son record de vols de données : 6 167 fuites de données en 2025, en hausse de 10 % par rapport à l'année précédente. En 2025 et 2026, environ 80 fuites ont concerné au moins 1 million de FrançaisEs. Au début de l'été, l'affaire Lyhanna a mis tragiquement en lumière le manque de moyens de la Justice, et si Darmanin ne nous a pas épargné ses exaspérations, il porte lui-même une part de responsabilité dans cette situation !

La colère est légitime

L'ampleur des renoncements en matière de lutte contre le réchauffement climatique et pour l'environnement n'est plus à démontrer. On n'attendait rien d'un gouvernement qui laisse passer le vote de la loi Duplomb et fait des cadeaux à la FNSEA, on est quand même en colère... Et sur le front économique et social, rien ne change. La main invisible du marché continue de gouverner. Tandis que les prédateurs capitalistes se partagent les richesses et le monde, les peuples trinquent : prix de l'essence, augmentation du chômage, de la précarité et de la pauvreté... Et pour les « économies », ce sont toujours les mêmes qui paient : haro sur les arrêts de travail, blocage du montant des retraites, préparation de l'austérité à l'école...



Construire un mouvement d'ensemble

On a toutes les raisons d'être en colère et de vouloir changer les choses. Elles ne changeront pas toutes seules. Chaque lutte a son importance et doit rassembler le plus de monde possible. Il nous faut donc travailler à mobiliser. Le 7 septembre auront lieu des rassemblements féministes pour une loi intégrale contre les violences sexuelles ; le 20 septembre, on se mobilise contre le « permis de tuer » pour les policiers ; le 26 septembre, on marche pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale ; et le 28 septembre, comme chaque année, c'est la Journée internationale pour le droit à l'avortement.

Mais surtout, d'ores et déjà, plusieurs dates de grève sont annoncées, qui doivent être les prémisses d'une mobilisation contre le budget de guerre sociale qui va arriver. Le 15 septembre, l'Enseignement supérieur et la recherche se mobilisent, mais aussi les industries électriques et gazières ou le secteur médico-social, qui sont également appelés à la grève ; et le 29 septembre, grève dans toute la fonction publique. Tous ensemble, contre ce gouvernement de la répression, de l'inaction climatique et de la casse sociale, nous pouvons imposer une autre répartition des richesses, le 100 % Sécu et l'extension de la gratuité !

Fabienne Dolet

Acturama



SAINT-BERNARD : 30 ANS DE LUTTES DES SANS-PAPIERS

Trente ans après l'expulsion à coups de hache des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, collectifs de sans-papiers et de mineurEs isoléEs, Marche des solidarités et plus de 130 organisations ont appelé à reprendre le chemin de Saint-Bernard le 22 août. Une mobilisation tournée vers les combats d'aujourd'hui : régularisation de tous, égalité des droits, abrogation de la loi Darmanin et de la circulaire Retailleau, liberté de circulation et d'installation. À l'approche de la présidentielle et face à la poussée du RN, construire l'unité antiraciste et antifasciste est une urgence.

BUDGETS 2027 Le patron, c'est bien le MEDEF!

Alors que s'ouvre la campagne présidentielle, le gouvernement, sans majorité parlementaire, cherche, pour la troisième année, à obtenir le vote de budgets d'austérité pour l'État (PLF) et pour la Sécurité sociale (PLFSS).

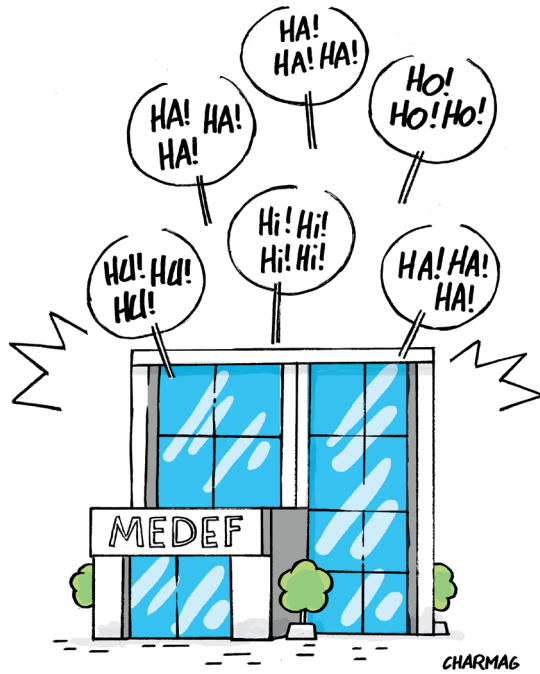
La canicule et les incendies de l'été ont dramatiquement mis en relief les effets des politiques d'austérité des deux quinquennats d'E. Macron. Le pouvoir entend néanmoins imposer un nouveau tour de vis aux dépenses de protection sociale, au financement des services publics et de la lutte contre le dérèglement climatique.

L'austérité toujours

Tout l'été, des ballons d'essai ont été lancés. Garantie a été donnée de ne pas toucher aux « minima sociaux ». Le doublement par décret du plafond des franchises médicales s'est transformé en une hausse de « seulement » 40% (140€), accompagnée d'une indexation sur l'inflation. Le gel des pensions de retraite ne s'appliquerait finalement qu'aux « retraités aisés », sans plus de précision. L'essentiel reste inchangé : un nouveau tour de vis brutal va s'appliquer à la protection sociale. Les retraites, l'accès aux soins, l'hôpital, l'indemnisation du chômage sont dans le viseur. Le manque de financement des services publics va s'aggraver. Avec l'instauration probable d'une TVA « sociale » pesant essentiellement sur les classes populaires, les employeurs seraient encore davantage exonérés du financement de la protection sociale.

La poursuite de cette politique « de l'offre » n'a pas pour but de diminuer la dépense publique mais de la réorienter dans l'intérêt du capital. L'argent public doit continuer d'être largement déversé, non en vue de satisfaire les besoins sociaux essentiels, mais pour maintenir sous perfusion un capitalisme sénile en quête de rentabilité, de débouchés et de

PLUS DE 2300 ENFANTS
DORMENT À LA RUE EN FRANCE



profits. La stagnation ne fait que renforcer cette exigence.

Le MEDEF donne ses ordres, les politiques exécutent

Le MEDEF exige cette réorientation dans une brochure qui dénonce le « choix collectif implicite » fait en France depuis 50 ans, ayant consisté à orienter « une part croissante de notre richesse vers les transferts sociaux et en particulier vers les retraites, sans augmenter les moyens consacrés aux fonctions régaliennes et aux politiques d'avenir ».

Le temps serait donc venu d'inverser ces choix, d'une part en amplifiant l'aide aux « fonctions régaliennes », c'est-à-dire en développant massivement les budgets militaires, offrant au Capital en

mal d'investissements des marchés de substitution ; d'autre part en favorisant les « politiques d'avenir », en d'autres termes en ouvrant plus largement encore l'assistanat aux profits (211 milliards par an selon un rapport sénatorial), au moyen de nouvelles exonérations fiscales et sociales ou de financements publics. À ce titre, le MEDEF exige 60 milliards supplémentaires d'exonérations de cotisations sociales.

Docilement, le pouvoir se plie à ces injonctions. Alors que tous les ministères sont sommés de faire des économies, le budget de la défense explose pour offrir de nouveaux débouchés à « notre industrie ». La loi de programmation militaire 2024-2030 actualisée prévoit de doubler le budget des

armées par rapport à 2017, avec une enveloppe de 436 milliards d'euros.

Quant à l'assistanat aux profits, Farandou, ministre du Travail, est venu aux journées du MEDEF confirmer que les budgets à venir continueront d'épargner les aides massives aux entreprises. Une légère contribution provisoire pourrait tout au plus être envisagée.

La grand-messe du patronat a confirmé que c'est bien au MEDEF que se définit la politique du pays. De Marine Le Pen à Attal, en passant par Philippe et Retailleau, les candidatEs sont venuEs faire allégeance, rivalisant dans les propositions d'économies budgétaires sur les dépenses sociales et les services publics et dans les promesses de « soutien aux entreprises ».

La gauche social-libérale, avec Glucksmann, Brun et Hollande, se joint à ce chœur. Marine Le Pen est venue apporter tous les gages exigés par le patronat : plan d'économies budgétaires de 125 milliards d'euros, respect de la « règle d'or » d'un déficit limité à 3%, soutien au réarmement et au budget militaire. Ainsi s'esquisse un deal entre les « milieux d'affaires » et l'extrême droite : un soutien du patronat à un pouvoir autoritaire capable de réussir là où les partis traditionnels n'ont pas abouti, pour briser toute forme de résistance sociale, atomiser la classe des salariéEs pour garantir la relance des profits.

À ce titre, le combat contre l'austérité budgétaire, pour les droits sociaux, est indissociable de celui contre l'extrême droite. L'urgence est de se rassembler, dans les luttes et dans les urnes, pour mener ces combats.

J. C. Delavigne



JEUNESSE Rentrée 2026 : l'État s'attaque au droit au logement

Après la suppression des APL le 1^{er} juillet pour les étudiantEs étrangerEs, le gouvernement s'attaque une nouvelle fois au droit au logement pour les jeunes en préparation du budget 2027.

Selon les révélations des Échos au mois d'août, les inspections générales des finances et des affaires sociales ont publié en juin un rapport s'intitulant « Revue de dépenses relative à l'efficacité des politiques familiales », à la demande du Premier ministre Sébastien Lecornu.

550 millions d'euros sur notre dos !

Ayant pour objectif de faire baisser le budget alloué aux politiques familiales, ce rapport prévoit 4,2 milliards d'euros d'économies à travers des mesures antisociales : révision des allocations familiales et des pensions de retraite, suppression de la réduction d'impôt pour financer les frais de scolarité. En ce qui concerne le logement pour les étudiantEs, ce rapport préconise « d'améliorer le caractère redistributif des APL versées aux étudiantEs rattachés au foyer fiscal de leurs parents, en prenant en compte les ressources familiales » afin d'économiser 550 millions d'euros sur le dos de la jeunesse. En conséquence, ce seraient 200 000 étudiantEs qui se retrouveraient sans aides pour leur logement et 150 000 qui verraient ces dernières diminuer

drastiquement.

Les étudiantEs étrangerEs ont été les premiers à être attaqués par un décret d'application du 28 juin, supprimant leur aide à partir du 1^{er} juillet. Dans la continuité de « Bienvenue en France », ce dispositif raciste montre à quel point les mesures visant les étrangerEs servent de laboratoire avant une généralisation de ces dernières par le gouvernement, qui s'attaque méthodiquement au démantèlement de l'université et de la condition étudiante. En effet, sans cette aide, beaucoup seront dans l'obligation de rester au sein du foyer familial ou même de devoir arrêter leurs études, faute de moyens financiers. Pour d'autres, ces aides étaient un moyen de s'émanciper, voire d'échapper aux violences intrafamiliales.

Une jeunesse de plus en plus précaire

Ces attaques entrent dans un contexte plus large de précarisation de la jeunesse. À chaque rentrée, c'est le même constat : des queues interminables pour les visites d'appartements pour espérer avoir un toit décent, des propriétaires voyous qui louent

des logements hors normes de sécurité et des étudiantEs forcéEs d'accepter des loyers indécents pour des logements insalubres. Dans une France à Macron où unE étudiantE sur deux ne mange pas à sa faim, c'est également unE étudiantE sur deux qui est en situation de mal-logement, alors que les dépenses augmentent de 888 euros cette année, notamment pour le loyer et les courses. Pour beaucoup, les vagues de chaleur et la canicule de cet été n'ont fait que révéler la situation des logements étudiants, tout aussi difficile en hiver. Pour certainEs, les logements ont pu monter à des températures comprises entre 30°C et 40°C. Sans clim ni ventilateur, les jeunes ont dû faire preuve de créativité : couvertures de survie, craies blanches ou blanc de Meudon sur les fenêtres pour gagner quelques degrés.

Face à ce constat, il est urgent d'organiser la riposte lors des mobilisations des 15 et 29 septembre, dans la rue, sur nos facs et dans nos quartiers, pour mettre fin aux attaques du gouvernement contre la jeunesse !

Estelle (Jeunesses anticapitalistes)

No comment

Tant que je serai Premier ministre, aucun État palestinien ne sera établi, ni à Gaza ni en Judée-Samarie

Voilà ce qu'a déclaré BENJAMIN NETANYAHOU le 9 août 2026. Et lors d'une visite au musée Etzel à Tel-Aviv, le 26 août 2026, Netanyahu a revendiqué la Cisjordanie, qu'il appelle « Judée-Samarie », comme définitivement israélienne, affirmant que « ceci est notre terre et elle restera nôtre », avant d'annoncer une vague massive de colonisation.

Agenda

Samedi 5 septembre, réunion publique pour la mobilisation « Stop Pesticides - Arrêtons Syngenta », Paris (75). À partir de 19h au Cirque Électrique, place du Maquis du Vercors, 75020 Paris. Métro Porte des Lilas.

Du vendredi 11 au dimanche 13 septembre, Fête de l'Humanité, La Base 217 du Plessis-Pâté et de Brétigny-sur-Orge (91)

Dimanche 20 septembre, Marche nationale unitaire « Non au permis de tuer! », Paris (75). À 13h à République.

Samedi 26 septembre, Marches pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale. À Paris, dès 12h à République.

Samedi 3 octobre, mobilisation « Stop pesticides », Saint-Pierre-la-Garenne (27). Dès 12h pour une fête paysanne et une grande manifestation, à l'initiative entre autres de la Confédération paysanne, des Soulèvements de la Terre et de Cancer Colère.

Samedi 24 octobre, mobilisation nationale contre le congrès du RN, Orléans (45). À 10h30 : manifestation, départ devant la Cathédrale d'Orléans. À 13h30 : village au Campo Santo, avec conférences, débats et concerts (Lire page 6).

Vendredi 27 et samedi 28 novembre, colloque Daniel Bensaid, Paris (75). À partir de 9h au campus des Grands Moulins de l'université Paris-Cité. Plus d'infos sur danielbensaid.org

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

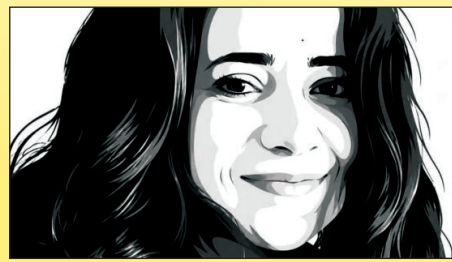


En bref

Turquie. Liberté pour Jülide Yazıcı!

Réfugiée politique en France depuis 2021, Jülide Yazıcı, doctorante en philosophie à Tours, a été arrêtée le 4 août en Albanie sur la base d'une notice rouge d'Interpol émise par la Turquie. Militante de gauche, elle avait déjà subi la répression du régime Erdoğan. Son extradition vers la Turquie l'exposerait à de nouvelles persécutions. Face au silence de l'État français, la solidarité

s'organise: pétition, comité de soutien et cagnotte.
 ▶ Plus d'infos et liens sur le site du NPA-A 49



DR

Venezuela. Appel à la solidarité après le séisme. Après le double séisme du 24 juin, le Collectif de solidarité internationale avec le peuple du Venezuela appelle à une solidarité avec les populations sinistrées, indépendante à la fois de l'impérialisme étatsunien et du pouvoir autoritaire en place. Le NPA-A participe à ce cadre unitaire, qui soutient notamment des collectes syndicales et exige la levée des

sanctions, le respect de la souveraineté populaire, et la libération des prisonniers politiques.
 ▶ Appel et lien vers les cagnottes

Iran. Lettre ouverte aux prisonniers politiques. Dans cette lettre ouverte qui a d'abord paru dans les colonnes du *Guardian*, les signataires affirment leur solidarité avec les prisonniers politiques iraniens, pris «entre deux lames»: la répression de la République islamique et les agressions impérialistes des États-Unis et d'Israël. Elle exige la fin des exécutions, la libération des prisonniers politiques et l'arrêt des guerres et des sanctions. Parmi les signataires: Michael

Löwy, Angela Davis, Judith Butler et Mumia Abu-Jamal.
 ▶ Tribune à lire sur le site de l'Humanité

États-Unis. DSA bouscule les démocrates. Les victoires de candidatEs soutenuEs par DSA dans plusieurs primaires au Congrès, après celle de Zohran Mamdani à New York, renforcent la gauche du Parti démocrate. Ces succès replacent le socialisme dans le débat national. Ils provoquent aussi une riposte de l'establishment démocrate et ravivent les débats stratégiques au sein de DSA, sur le

rapport aux élections et aux mouvements sociaux.
 ▶ Lire l'article de Dan La Botz sur notre site



DR

Libye. Trump entérine la loi des milices Les États-Unis reviennent en force en Libye avec le plan de l'émissaire de Trump, Massad Boulos. Il prévoit une réunification par le haut: Saddam Haftar à la présidence, Dbeibah maintenu comme Premier ministre. Derrière l'objectif affiché de stabilité, Washington cherche à sécuriser l'accès au pétrole et à contrer la Russie. Au risque de renforcer les milices et d'éloigner encore les LibyenEs du choix de leur avenir.
 ▶ Lire sur le site l'article de Paul Martial

PALESTINE Après un été catastrophique, reconstruire l'espoir

À Gaza, les chaleurs caniculaires sous les tentes ont encore aggravé les souffrances. Le manque de produits de première nécessité et d'électricité rend la vie infernale: les hôpitaux ne peuvent plus réellement soigner, l'eau ne peut être correctement pompée ni filtrée. Selon un rapport publié le 13 août par l'IPC (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire), principale instance mondiale de surveillance de la famine, l'insécurité alimentaire aiguë reste très répandue dans toute la bande de Gaza.

Famine, bombardements, violences coloniales

Près de 1,2 million de personnes sont en situation de « crise » alimentaire (phase 3 sur 5) et plus de 200 000 en « urgence » (phase 4). Selon l'IPC, près de 2 millions de GazaouiEs pourraient bientôt être confrontés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Le rapport estime aussi que 74 200 enfants de moins de cinq ans auront besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë d'ici avril 2027, dont plus de 11 400 pour une forme sévère, ainsi que 24 600 femmes enceintes ou allaitantes. Après des mois de génocide et de blocus, les conséquences sanitaires se feront sentir pendant des années. Les bombardements ont pourtant continué, maintenant à Gaza un niveau de mortalité effroyable. Israël est allé jusqu'à qualifier de « menace » les ballons et cerfs-volants lancés dans l'enclave, avertissant qu'il intensifierait ses frappes et évacuerait les zones utilisées comme « sites de lancement ». Les cerfs-volants avec lesquels jouent des enfants sont ainsi présentés comme des

À Gaza comme en Cisjordanie, la situation a été catastrophique tout au long de l'été. Alors que s'ouvrent des séquences électorales en Israël et en Palestine, l'enjeu reste pour nous de relancer la mobilisation et la solidarité internationale.



actes de guerre. Un prétexte de plus pour bombarder et déplacer la population.

En Cisjordanie, la situation est de plus en plus critique. Les attaques de colons, avec la complicité de l'armée, ont atteint un niveau inédit: vols de bétail, destructions de matériel et agressions physiques, plusieurs fois par jour. Les tentatives d'auto-défense sont aussitôt qualifiées de « terroristes » et réprimées dans le sang, souvent collectivement, dans un renversement désormais systématique de la culpabilité.

Il n'y a pas de changement significatif à attendre pour les PalestinienEs des premières élections israéliennes depuis quatre ans, qui se tiendront fin octobre. Le massacre, le génocide et l'expansion coloniale ont produit une large unité nationale: dans la campagne, les candidatEs rivalisent de radicalité contre les PalestinienEs. Ni la création d'un État palestinien, ni la fin de l'occupation,

ni même l'arrêt du génocide ne sont réellement défendus. Une grande partie de la société israélienne semble avoir intégré l'idée de régler par la violence le « problème palestinien ».

Des élections palestiniennes en plein génocide

Par un jeu de miroir grotesque, l'Autorité palestinienne a elle aussi annoncé des élections, fin novembre. Si elles ne sont pas annulées comme en 2021, ce seront les premières depuis 2006. Environ 64 % des PalestinienEs de Cisjordanie et de Gaza ayant moins de 30 ans, la plupart n'ont donc jamais voté. Sous pression internationale, l'Autorité palestinienne, pourtant ultracollaboratrice, est sommée de se réformer sous peine de perdre une partie de ses financements, notamment européens.

À l'issue de pourparlers au Caire, une coalition s'est formée autour du Hamas, du Jihad islamique palestinien et, plus singulière-

ment, d'opposantEs historiques ou d'ancienNEs membres du Fatah. Les groupes de gauche devraient annoncer prochainement s'ils la rejoignent. Une telle alliance pourrait menacer Abbas et son camp, tant l'Autorité palestinienne est discréditée. Incapable de protéger les habitantEs face aux colons, elle s'est surtout employée ces trois dernières années à neutraliser les groupes armés palestiniens en Cisjordanie, au point d'apparaître comme une force supplétive de l'occupation.

Il paraît toutefois difficile d'imaginer que les élections se déroulent sereinement en plein génocide, alors que l'occupant cible, arrête ou assassine les opposantEs susceptibles de se présenter. Près de 10 000 PalestinienEs sont actuellement emprisonnéEs, notamment pour leur opposition politique. Reste aussi dans les mémoires le précédent de 2006: la victoire électorale du Hamas n'avait été reconnue ni par Israël ni par les puissances occidentales, ouvrant la voie au blocus de Gaza.

Pourtant, ces élections peuvent fournir aux PalestinienEs l'occasion de reconstruire une unité nationale, de relancer un combat politique porteur d'espoir et de renouveler l'opposition de masse au génocide et à l'occupation. Encore faut-il que l'état israélien se desserre. Après un été catastrophique, l'urgence est donc de relancer la mobilisation pour mettre fin à l'impunité et de renforcer la solidarité internationale.

Édouard Soulier

EUROPE Un été en Ukraine

Malgré une guerre toujours plus éprouvante, la société ukrainienne continue de tenir et de lutter.

Sur le front, l'armée ukrainienne a réussi à enfoncer les lignes ennemies à Kharkiv, dans le Donetsk et à Zaporijjia. Autant d'avancées qui s'ajoutent aux 540 km² déjà gagnés cet été. Mais une mobilisation de masse se prépare en Russie, bien qu'elle soit officiellement démentie à la veille des élections à la Douma, du 18 au 20 septembre. Elle pourrait signifier plusieurs centaines de milliers de nouvelles recrues, pour compenser les énormes pertes humaines du front. Plus de 110 000 jeunes Russes sont partis en Géorgie afin d'y échapper.

D'intenses bombardements russes

Les bombardements sur les villes ukrainiennes ont redoublé d'intensité, alors que la défense aérienne souffre d'une pénurie de missiles intercepteurs et réclame légitimement l'envoi de missiles Crotale pour détruire des cibles aériennes à basse et très basse altitude (de 15 m à 6 km). L'impact de ces frappes est terrible. 90 % des entrepôts de stockage de produits alimentaires sont détruits. Selon le ministre de l'Alimentation, le système d'approvisionnement est en cours de restructuration. Mais si le pays n'est pas

menacé de famine, à Kherson, après la destruction de la centrale thermique, les habitantEs sont appelés à quitter la ville: le chauffage n'est plus garanti cet hiver. Des frappes contre des imprimeries et des entrepôts ont détruit plus d'un million de livres qui vont manquer aux élèves ukrainienEs en cette veille de rentrée scolaire.

La société civile continue de lutter

L'été reste marqué par des manifestations dans les principales villes en soutien à l'ex-ministre de la Défense Mykhailo Fedorov, populaire pour ses innovations dans la guerre des drones et sa dénonciation de la corruption. Mais sa logique néolibérale et sa demande d'élections en temps de guerre ont démobilisé une partie de ses soutiens. La société civile poursuit, dans des conditions de plus en plus difficiles, le combat contre les politiques néolibérales du pouvoir. Le syndicat des travailleurEs de la santé « Soyez comme nous sommes » a tenu un séminaire à Poltava sur les droits des professionnelLEs du secteur qui, sous la loi martiale, sont en première ligne dans les hôpitaux pour assurer la continuité des soins et lutter pour leurs droits. Des infirmières de Lviv décrivent au réseau qui les soutient, le RESU, le quotidien des syndicalistes d'un pays en guerre: « Nous sommes actuellement en route vers Poltava, mais nous subissons des

tirs incessants, nous ne pouvons pas arriver à destination normalement, nous avons des évacuations permanentes du train »... « En raison des tirs, le train a eu 8 heures de retard... Mais le séminaire a tout de même eu lieu. Maintenant, nous sommes inquiètes de savoir comment rentrer à Lviv. »

Résister à la guerre et à l'exploitation

Selon Vitaliy Dudin, animateur de l'organisation de gauche Mouvement social (Sotsialnyi Rukh): « Le nombre record d'alertes aériennes à Kyiv perturbe le rythme du travail et du repos, alors même que l'on pourrait croire que nous nous sommes habitués à tout. Cela affecte l'ensemble de cette ville de plusieurs millions d'habitantes, surtout les travailleurs et les travailleuses qui exercent un métier manuel et doivent rester sur leur lieu de travail, ou dont la vie devient un calvaire en raison des perturbations des transports et du manque d'abris. » Il lutte contre toute sanction envers des salariéEs en retard à cause des perturbations des transports ou du manque de sommeil; contre les réductions de salaire en raison d'un séjour dans un abri; ou contre l'obligation de poursuivre un travail s'il n'existe pas d'abri correctement équipé pour exercer l'activité. EngagéEs dans la résistance à la guerre, les travailleurs et travailleuses d'Ukraine poursuivent la lutte dans les entreprises contre leurs exploiters. Ce double combat est le nôtre.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA-A

ÉCOLOGIE FACE AU DÉSASTRE CLIMATIQUE, L'HEURE DE LA RIPOSTE

Canicules, incendies, effondrement des glaciers... la crise climatique tue déjà, tandis que médias et gouvernements masquent les responsabilités. Il y a urgence à rompre avec le productivisme et à construire la mobilisation pour la justice climatique et sociale, dès le 26 septembre.

Un dossier de la Commission nationale écologie

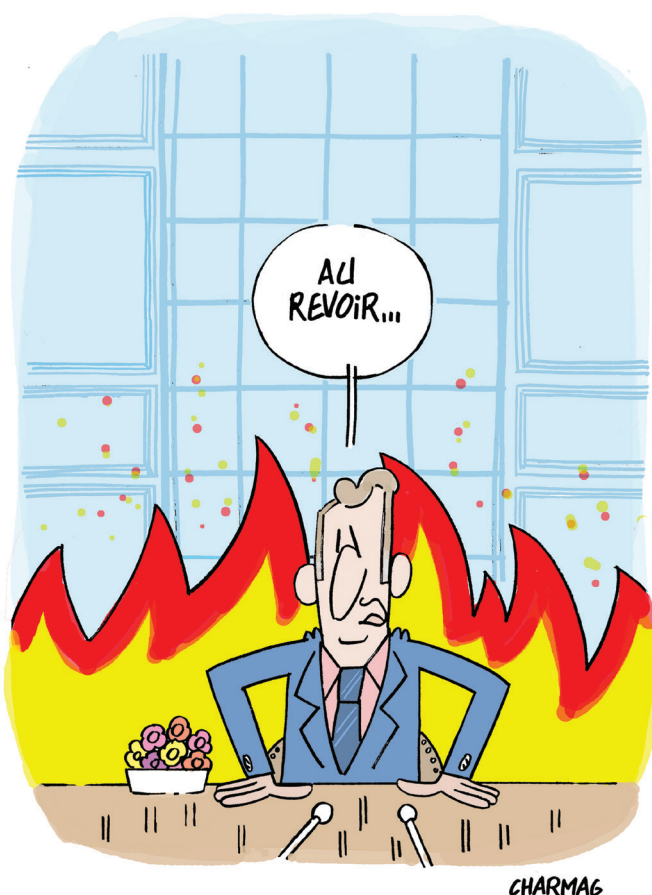
Canicule à l'antenne, capital hors champ

Lors de la vague de chaleur de mai, les enjeux environnementaux ont occupé 10,7 % du temps d'antenne, contre 4,2 % en moyenne sur l'année, relève QuotaClimat.

Beaucoup en parler, n'en rien dire

Dans la presse, 60 % des articles ont lié la canicule au réchauffement, mais seulement 20 % en ont donné les causes. Quant aux solutions, la climatisation occupe un quart des séquences de France Info TV, contre quasiment aucune sur la rénovation ou la végétalisation. Clément Sénéchal tire, dans *Acrimed*, un bilan éloquent du traitement médiatique de la séquence (« Canicule, sécheresse, incendies : dans les médias, le climat sans la politique – Du climatocriticisme au climato-présentisme », 24 août 2026) : on filme les flammes, on compte les hectares, les points de PIB perdus et on allume la clim. 117 000 hectares ont brûlé au 30 juillet. L'éditorialiste du *Figaro* déplore pourtant les « caprices de la nature ». De CNews à *Valeurs actuelles*, l'incendie devient fait divers : on traque le pyromane, alors que la malveillance ne représente que 25 % des départs de feu. Sur BFMTV, une journée de forte chaleur est comparée au coût d'une demi-journée de grève : la catastrophe se mesure en manque à gagner patronal. Puis vient le rayon soldes : 20 Minutes publie son guide d'achat de ventilateurs, *Ouest-France* ses bons plans Amazon, TF1 la liste des villes où investir pour fuir les canicules.

Jamais le dérèglement climatique n'a autant occupé les antennes. Jamais ses causes et ses responsables n'ont été aussi soigneusement tenus à l'écart du débat.



Compter les morts, taire les responsables

Ce silence masque d'abord des morts : Santé publique France annonçait le 19 août un bilan provisoire de 7 300 décès en excès pour l'été. Il protège aussi des employeurs : en mai, un ouvrier de 19 ans est mort d'hyperthermie sur un toit dans la Drôme, pendant que le ministre du Travail, Jean-Pierre Farandou, expliquait qu'« on ne va pas arrêter la France à 30 °C ». Le climat est partout à l'antenne, la lutte des classes et celle pour le vivant nulle part. Des médias possédés par des milliardaires et financés par la publicité ne mettront jamais en cause le productivisme. Notre réponse part des faits scientifiques et des intérêts des travailleurEs, et elle mène à la nécessité de rompre avec le productivisme et le capitalisme. C'est la voie de l'écossocialisme !

Ruli Galan



Désastre au Népal : la crise climatique tue

Le 26 août, une coulée de boue, de glace et de roches d'une violence et d'une ampleur inouïes a déferlé sur des vallées à la frontière du Népal et du Tibet.

Elle a fait des centaines de mortEs et de disparuEs, même si le bilan reste difficile à établir. Elle a tout dévasté sur son passage, habitations et infrastructures, et de nouvelles coulées peuvent encore se produire.

Un effet du dérèglement climatique

Grâce aux images satellites, on en sait désormais davantage sur les causes de ce désastre : il résulte de l'effondrement d'une partie du glacier du Langtang Lirung, un sommet de l'Himalaya. La longueur de la brèche provoquée par le détachement des blocs de glace est estimée entre 1,5 et 2 km. La violence de cet effondrement a entraîné un séisme de magnitude 5,2 et des glissements de terrain : un véritable « tsunami des montagnes ». L'accélération du bouleversement climatique est sans conteste à la source de cette catastrophe. Selon des glaciologues, « au cours des dernières semaines, il y a eu beaucoup d'écarts de températures anormaux dans la région. Ces fluctuations font alterner les fontes et les chutes de neige, ce qui fragilise les glaciers et les moraines. » Plus globalement, les glaciers de l'Himalaya et de l'Hindou Kouch ont perdu environ 12 % de leur superficie entre 1990 et 2020, avec un rythme de fonte deux fois plus rapide depuis 2000, ce qui augmente le risque de ruptures brutales de lacs glaciaires ou d'effondrement de glaciers.

Agir sans délai

Ce drame n'est pas une catastrophe naturelle. Il vient s'ajouter à la trop longue liste des phénomènes extrêmes dus au changement climatique. Il devrait sonner comme une sommation à laisser le gaz, le pétrole et le charbon dans le sol, et à mettre un coup d'arrêt à la déforestation. Au-delà du choc, de la tristesse et de l'angoisse immenses face aux images du désastre, mais aussi de l'empathie et de la solidarité avec les victimes et de la colère contre les criminels climatiques, ce drame doit être pour nous un appel impérieux à agir sans délai, et surtout à construire la mobilisation qui se prépare pour le 26 septembre prochain, pour la justice climatique et sociale.

Commission nationale écologie

Le 26 septembre, marchons pour un plan d'urgence climatique

Près de 20 000 personnes et plus de 300 organisations associatives, syndicales et politiques ont signé l'appel à marcher pour le climat, la paix et la justice sociale, partout en France le 26 septembre.

Nous sommes toutes et tous concernéEs par l'avenir que nous préparons les pouvoirs, qui refusent de répondre aux menaces dont nous avons eu un aperçu cet été.

Cet été prouve l'urgence

Au cours de cet été caniculaire, pompiers, paysanNEs et soignantEs ont été en première ligne. Les habitantEs des quartiers populaires, les familles précaires, les personnes âgées, celles et ceux qui travaillent dehors ou dorment dans la rue en ont payé le prix fort. Face à ça, l'objectif immédiat est désormais clair : exiger un plan d'urgence climatique et une politique visant à la fois à sortir des énergies fossiles et à mettre en place toutes les mesures d'adaptation nécessaires (rénovation des logements, restauration des sols, des forêts, des cours d'eau...). Il faut aussi prendre les mesures

indispensables à la justice environnementale : taxer les superprofits des entreprises fossiles et de l'armement, instaurer un impôt climatique sur les plus gros patrimoines...

Un automne des luttes

L'appel du 26 septembre s'inscrit dans un automne de mobilisations unitaires, contre les violences policières, pour l'écologie, le vivant, la paix et la justice sociale. Dès le 13 septembre avec la grève des sapeurs-pompiers pour exiger des moyens supplémentaires, le 15 à Bercy pour que la prochaine loi de finances marque une rupture et permette de faire réellement face

à la crise climatique et à ses conséquences sociales, le 20 partout en France contre la présomption de légitime défense de la police, le 29 avec la grève de la fonction publique pour les salaires, le 3 octobre à Saint-Pierre-la-Garenne, devant le site de Syngenta, contre les pesticides et pour le vivant, et le week-end des 10 et 11 octobre partout en France, contre la réforme européenne qui donnerait des approbations illimitées aux pesticides de synthèse (glyphosate, acétamipride). Mobilisons-nous, marchons pour le climat et pour la justice sociale. Dans les AG du 26 et pendant les grèves, réunissons nos forces, préparons nos



revendications et organisons-nous pour que notre colère et notre détermination fassent reculer le pouvoir.

Commission nationale écologie

En bref

Hôpital. À Carhaix, re zo re! Trois ans après la mobilisation pour sauver les urgences de Carhaix, l'État ne tient toujours pas ses engagements. Le protocole signé en octobre 2023 prévoyait la réouverture complète du service, mais les urgences ne fonctionnent encore que partiellement. À cela s'ajoute désormais une attaque politique : le maire de Carhaix a perdu sa voix délibérative au conseil de surveillance, tandis que le préfet y nomme comme « personnalité qualifiée » l'homme d'affaires Jacques Le Failler, proche de Richard Ferrand. Pour le Comité de vigilance, *re zo re*, trop c'est trop. Face au démantèlement de l'hôpital public et aux nouvelles attaques contre la santé, la colère monte. De nouvelles mobilisations sont annoncées à Quimper, Brest ou ailleurs : ils n'auront pas la peau de l'hôpital de Carhaix.

À lire sur notre site, l'article de Matthieu Guillemot, porte-parole du Comité de vigilance de l'hôpital public de Carhaix et du NPA-A du Kreiz Breizh



DR

Licenciements. Gibert : la riposte s'organise. Gibert, qui emploie 500 salariéEs dans 16 magasins, prévoit 84 licenciements, la fermeture de Paris-Barbès et Paris-Printemps-Nation, ainsi que la recherche de repreneurs à Paris-quai Saint-Michel, Évreux et Poitiers. Pour la CGT, les salariéEs n'ont pas à payer les erreurs de gestion du groupe, déjà fragilisé par l'externalisation désastreuse de sa logistique. Les fermetures menacent aussi l'accès au livre, notamment à Évreux où Gibert est la dernière librairie généraliste. L'administrateur judiciaire refuse de réduire les suppressions de postes ou d'accorder des indemnités supralécales. Les 26 et 29 août, deux journées de mobilisation ont contraint plusieurs magasins parisiens à fermer.

À Barbès, un piquet de grève a reçu le soutien de LFI, du PCF et du NPA-L'Anticapitaliste.

À lire l'article de Julien Dumans sur notre site



DR

Antifascisme. Liberté pour Gino, non à l'extradition! Près de 300 personnes se sont rassemblées le 29 août à Paris pour s'opposer à l'extradition vers l'Allemagne de Rexhino Abazaj, dit « Gino », militant antifasciste albanais poursuivi pour s'être opposé à des néonazis à Budapest en 2023. La justice française avait déjà refusé son extradition vers la Hongrie en raison des risques de traitements inhumains et de procès inéquitable. Son transfert vers l'Allemagne ferait pourtant peser le risque d'une remise ultérieure à Budapest. Une semaine d'action est organisée jusqu'au 6 septembre. Alors que l'antifascisme est criminalisé dans plusieurs pays européens, nous exigeons l'abandon de cette extradition et la liberté pour Gino.



MIGRATIONS Ceuta : à bas toutes les frontières!

La tentative d'entrée massive à Ceuta du 30 juillet a tourné au drame. Derrière cette tragédie, les frontières, l'héritage colonial, la misère et les politiques racistes de l'Europe.

Au moins 141 mortEs et des dizaines de disparuEs. Tel est le bilan, à l'heure actuelle, de la tragédie à Ceuta, depuis la tentative d'entrée de 72 000 MarocainEs, SahraouiEs et SubsaharienNEs dans cette colonie espagnole en terre marocaine, le 30 juillet dernier.

Une frontière coloniale meurtrière

Aux origines de ce drame humain, des causes multiples, toutes contraires aux différents scénarios racistes dont nous abreuvons médias, gouvernements et grands partis politiques pour faire oublier leurs responsabilités. Tout d'abord, Ceuta est, avec Melilla, un reste de la colonie du Maroc espagnol. Ces territoires n'ont jamais été restitués par Madrid après l'indépendance du pays en 1956, malgré de multiples demandes et des résolutions de l'ONU. La frontière y est barricadée militairement depuis le milieu des années 1990, et les polices marocaine et espagnole en assurent la surveillance conjointe, en vertu d'accords signés entre les deux pays. Avec pour résultat une répression énorme et plusieurs épisodes de tentatives massives d'entrées se soldant par des dizaines de morts.

Misère, dictature et exploitation

D'autre part, il y a la situation économique, politique et sociale au Maroc. C'est un régime dictatorial et mafieux, qui laisse la plus grande partie des MarocainEs



© PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

dans la misère, le chômage, l'absence de toute perspective, avec des services publics totalement déficients. Les opposantEs et mouvements sociaux y sont réprimés avec la plus grande violence. L'asymétrie avec une enclave sur son propre sol, appartenant à l'un des pays les plus riches du monde, est totale.

Autre facteur aggravant : les accords économiques entre le Maroc et les puissances occidentales, en premier lieu l'Espagne et la France, pour y permettre l'installation de multinationales qui y font des profits records en surexploitant la population. Une étincelle a suffi pour une population à bout : une décision de la Cour suprême espagnole cet été, stipulant que les personnes arrivant par la mer sans franchir les installations de la frontière terrestre ne pouvaient pas être immédiatement expulsées de Ceuta.

Militarisation et pogroms racistes

Depuis, les rues de Ceuta ont été militarisées, les magasins fermés pour laisser les migrantEs sans accès à la nourriture, et une chasse à l'homme a été lancée pour les expulser le plus vite possible. Le gouvernement espagnol, « le plus progressiste d'Europe », a confié des pouvoirs de police à son armée. Des logements sont perquisitionnés la nuit, les arrestations au faciès se multiplient contre les migrantEs ou supposéEs telLes, des jeunes sont frappés et matraqués en pleine rue par les soldats. Et, encouragés et désinhibés par cette social-démocratie cédant une énième fois aux exigences de l'extrême droite et des institutions européennes, ce sont les habitantEs les plus racistes de Ceuta qui ont constitué des milices d'extrême droite et lancé

de véritables pogroms le 27 août. Sous les yeux passifs des flics. Cerise sur le gâteau, l'annonce d'un projet de loi du PSOE prévoyant, entre autres, des expulsions plus rapides, des restrictions du droit d'asile et de l'accès aux papiers d'identité, ainsi qu'une demande de renfort de Frontex à Ceuta et Melilla.

Pour la liberté de circulation et d'installation

Face à ce désastre, et à rebours de l'extrême droite, ainsi que d'une prétendue gauche oubliant son progressisme proclamé dès qu'il est question de frontières et de racisme, nous continuerons pour notre part au NPA-A, avec nos camarades révolutionnaires espagnolEs et marocainEs, à défendre des perspectives anticapitalistes et humanistes radicales :

- la restitution des colonies de Ceuta et Melilla, ainsi que de Gibraltar (confetti colonial britannique sur le sol d'Espagne) ;
- l'indépendance du Sahara occidental (colonisé par le Maroc avec le soutien actif de l'Espagne et de la France) ;
- l'ouverture et le démantèlement de la frontière ;
- la liberté totale de circulation et d'installation et la dissolution de Frontex ;
- la fin des accords économiques inégalitaires permettant aux multinationales de piller le Maroc et l'Afrique ;
- le soutien à tous les mouvements sociaux et aux militantEs réprimés par la dictature de Mohamed VI.

Y. S.

ANTIFASCISME

Mobilisation générale contre le congrès du RN

Les 24 et 25 octobre, le RN tiendra son congrès à Orléans pour lancer sa campagne présidentielle. Face à cette démonstration de force, une large mobilisation antifasciste se prépare.

Les 24 et 25 octobre 2026, le Rassemblement national lancera officiellement sa campagne présidentielle en tenant son congrès à Orléans. Au programme des travaux : l'élection du nouveau bureau politique et surtout le premier meeting présidentiel de Marine Le Pen.

Le Loiret, terre de conquête pour le RN

Ce n'est pas pour rien si le RN fait le choix d'Orléans. Le Loiret est vu comme une terre de conquête par le parti lepéniste. Arrivé en tête aux européennes avec près de 35 %, il possède ainsi un député, a conquis deux mairies lors des dernières municipales (Montargis et Amilly) et est entré dans plusieurs conseils municipaux de la métropole d'Orléans.

En réaction, c'est une cinquantaine d'organisations du mouvement social qui se sont réunies depuis le mois de juin autour d'un appel unitaire pour organiser la riposte. Ce large arc des forces va de la CGT à la Confédération paysanne, de la LDH aux organisations féministes et LGBTI+, en passant par les organisations de solidarité internationale, sans oublier bien sûr l'ensemble des partis de l'ex-Nouveau Front populaire, dont le NPA-A.

INTERDICTION DU VOILE :
LE RN RENOUVE AVEC SES CLASSIQUES



CHARMAG

Le texte unitaire est offensif et appelle ainsi à se mobiliser « contre le racisme, le fascisme et l'impérialisme ».

Manifestation et village antifasciste

S'appuyant sur l'expérience de la mobilisation contre le RN du 9 juin 2025 à Montargis, il a ainsi été décidé d'organiser une manifestation à partir de 10 h 30 devant la cathédrale d'Orléans, avant de se retrouver à partir de 13 heures au Campo Santo pour un grand Village antifasciste, avec prises de parole, tables rondes, concerts et DJ set... Ont d'ores et déjà été annoncées les présences de Sophie Binet, de Bally Bagayoko, des coprésidentes du Planning familial, du député Génération.s local Emmanuel Duplessy... D'autres initiatives se préparent pour le reste du week-end, mais d'ores et déjà il faut construire une mobilisation massive samedi 24 octobre.

Faire déferler la mobilisation sur Orléans

Nous étions 5 000 manifestantEs à Montargis l'an dernier, en ne bénéficiant que de trois semaines pour préparer la mobilisation. Parmi les personnes qui avaient marché ce jour-là, beaucoup étaient venues par leurs propres moyens, hors des cadres militants traditionnels. Nous avons donc les moyens d'amener beaucoup plus de monde à Orléans et ainsi de déferler sur la ville. Fin octobre, la campagne présidentielle sera véritablement lancée. Tous les regards, tous les feux médiatiques seront alors braqués sur Orléans. Plus la manifestation et la participation au Village antifasciste seront massives, plus nous pèserons sur la situation politique. Si nous sommes plus nombreux que le RN à son congrès, alors l'ambiance politique peut changer drastiquement. Et cela peut être le début d'une contre-offensive, de la reconstruction de fronts antifascistes larges.

Construire partout la riposte antifasciste

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut que des cadres unitaires se constituent partout, que des bus soient réservés, que le lien soit fait avec les mobilisations locales contre le Canon français, par exemple... C'est de cette manière que nous réussirons cette mobilisation, que nous montrerons au RN que nous ne voulons pas de lui, ni à Orléans ni ailleurs, et encore moins à l'Élysée ou à Matignon ! Orléans est connue dans le monde entier pour avoir vu, en 1429, Jeanne d'Arc chasser les Anglais. En 2026, c'est nous qui chasserons les fachos hors de la ville !

Sally Brina

Culture

POLITIQUE-FICTION 2027 / La mort du vieux monde, de Sandro Sorel

La Brèche, août 2026, 7,00 €.

« **M**élenchon est mort ! » Mai 2027, la nouvelle se propage à la vitesse de l'éclair : on a tué le candidat qui incarnait la gauche unie. Après une présidentielle d'une violence inouïe, marquée par la montée du fascisme dont l'apogée est l'arrivée de Bardella à l'Élysée, celui que les militantEs surnomment « Le Vieux » s'effondre, touché par une balle, alors qu'il tient un discours place de la République à Paris, devant une foule pas prête à baisser les armes.



Assia Badis, jeune militante révolutionnaire, est aux premières loges de cet assassinat politique, qui a tout pour devenir la fameuse étincelle qui déclenchera une révolution. Alors, tout s'accélère : face au duo fantôme que forme Bardella avec son Premier ministre — qu'on vous laissera découvrir —, lequel entend museler le pays et la révolte qui gronde, Assia va se retrouver un peu malgré elle à la tête du premier vrai mouvement de masse du 21^e siècle en France, qui ruisselle des villes aux campagnes, des partis aux syndicats, des syndicats à la société civile. Une insurrection plus forte encore que les Gilets jaunes ou Bloquons tout, qui finira par dépasser les frontières du pays et se répandre partout dans le monde comme une traînée de poudre. Dans cette politique-fiction intense, Sandro Sorel nous fait rêver aux côtés d'Assia et de ses camarades à ce que serait une vraie révolution écosocialiste — sans nous épargner les querelles politiques, intrigues interpersonnelles, amicales et amoureuses des militantEs révolutionnaires ! — et il le fait avec autant de fond politique que de poésie et même d'humour. Un livre qui se dévore comme un bon film, d'une traite, et qui donne envie, une fois refermé, de s'organiser dès maintenant pour renverser le capitalisme. La couverture sublime est signée Cyrielle Leal. Tout ça pour la modique somme de 7 euros, et aux éditions militantes La Brèche. Alors, on fonce l'acheter, et on rejoint la révolte !

Louise G. Asher

NDLR : L'auteur, Sandro Sorel, la préfacière, Aurore Koechlin, l'illustratrice, Cyrielle Leal, sont militantEs du NPA-l'Anticapitaliste.

la-breche.com

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► **librairie La Brèche**, 27, rue Taine, Paris 12^e
01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

CINÉMA « Bataille de Gaulle », (1) L'âge de fer et (2) J'écris ton nom, d'Antonin Baudry

Double film, 2 x 2 h 40, sortie en salle à l'été 2026

Sorti cet été, le double film d'Antonin Baudry, *L'âge de fer* et *J'écris ton nom*, aurait pu n'être qu'une nouvelle célébration en costumes de la geste gaullienne. Il est heureusement plus intéressant. En cinq heures, il réussit à rendre intelligible un moment particulièrement complexe : l'effondrement de l'État français, sa reconstruction autour d'un noyau minuscule et les affrontements entre alliés qui préparent déjà l'ordre mondial d'après-guerre. Le film d'action est efficace, parfois spectaculaire, et surtout remarquablement pédagogique. Cette réussite repose aussi sur une belle distribution. Simon Abkarian donne à de Gaulle toute sa stature, Simon Russell Beale compose un Churchill savoureux, tandis que Niels Schneider incarne un Leclerc engagé dans la construction, à partir de presque rien, d'une armée placée sous tutelle américaine. Les scènes de bataille, de Bir-Hakeim à Paris, versent parfois dans une esthétique de jeu vidéo, mais Baudry parvient à relier constamment le militaire au politique. Et, qualité rare pour une fresque historique populaire, le film donne envie d'aller voir plus loin — et même d'ouvrir des livres.



Les absences sont pourtant considérables. Le mouvement ouvrier disparaît presque entièrement, le PCF n'existe guère que sous forme de grommellements et l'URSS n'est même pas citée. Le choix assumé de raconter avant tout la reconstruction de l'État français laisse donc hors champ une grande partie de la Résistance. Le personnage

fictif de Livia, synthèse de nombreuses résistantes et sorte de Marianne républicaine idéale, réintroduit même une part de mythologie nationale là où le film savait ailleurs la mettre à distance. Surtout, la question coloniale reste insuffisamment développée. Le passage par l'Algérie de 1942-1943 est pourtant

passionnant : un personnage algérien résume sèchement la situation en constatant que les Français ne font que « *changer de roi* ». Mais de Gaulle demeure aussi le défenseur acharné d'un empire colonial. Le film s'arrête en novembre 1944, juste avant que cette contradiction éclate au grand jour, de Sétif et Guelma à la Syrie, au Liban puis à l'Indochine. Même le de Gaulle du film est parfois plus fréquentable que celui de l'histoire : son biographe Julian Jackson rappelle son absence d'intérêt pour la République espagnole et sa visite tardive à Franco, quand Baudry accorde au contraire une place importante aux républicains espagnols. Ces contradictions ne condamnent pas le film : elles donnent au contraire envie d'en discuter. *La Bataille de Gaulle* n'est ni une histoire complète de la guerre ni un antidote au roman national. Mais c'est une fresque populaire ambitieuse qui permet d'entrer dans cette histoire, d'en voir les conflits et d'en chercher les angles morts. Une toile qui donne envie de résister.

► Lire sur notre site la chronique entière de Serge Aberdam



Vie du NPA-l'Anticapitaliste

LES NÔTRES Sylviane Charles, une militante révolutionnaire, syndicaliste et pédagogue, nous a quittés

Notre camarade Sylviane nous a quittés samedi 22 août. Militante politique, syndicale, féministe, ouvrière et de quartier, elle était reconnue par toutes comme une camarade d'une combativité et d'une sincérité incomparables.

Originaire d'Hazebrouck, dans le département du Nord, où elle a fait toutes ses études, elle a commencé à militer dans le mouvement trotskiste, à la Ligue socialiste des travailleurs (groupe du courant moréniste), avant de rejoindre — avec le courant Voix des travailleurs issu de Lutte ouvrière — la Ligue communiste révolutionnaire, en 2000. Elle a été membre de sa Direction nationale et est restée membre de l'organisation jusqu'à sa dissolution dans le NPA, dans lequel Sylviane a milité, pratiquement sans interruption, jusqu'à son décès.

Sylviane a été une militante politique dans le 20^e arrondissement de Paris, candidate aux élections pour la LCR, partie prenante de toutes les grandes luttes. Et surtout, Sylviane a été une immense militante syndicale et pédagogique. D'origine ouvrière, sans diplôme, elle aimait à rappeler que le rôle des enseignantEs est d'aider les enfants de la classe ouvrière à s'émanciper. Profondément imprégnée des mouvements



© ANTOINE LARRACHE

anti-hiérarchie, elle était la plus grande ennemie des inspecteurs, des bureaucrates et des bourgeois, dans les instances de l'Éducation nationale, les AG du syndicat et dans toutes les luttes auxquelles elle participait, en particulier dans les assemblées générales d'instituteurEs. Son engagement syndical constituait une grande partie de sa vie. Les débats pour et dans le SNUipp-FSU n'avaient aucun secret pour elle, et ses camarades de la section parisienne garderont longtemps en mémoire son investissement, ses coups de gueule, le rappel

de ses expériences militantes, combiné à un refus du paternalisme. Sylviane était aussi une militante féministe, un féminisme qui faisait partie intégrante de tous ses combats et qu'elle combinait à un franc-parler populaire dont elle usait avec une provocante délectation. Et parfois en ch'ti. Sylviane a été l'un des piliers du secrétariat Éducation nationale de la LCR, imprégné des débats de la FSU, des débats pédagogiques et des luttes sociales diverses. Après une vie militante si rem-

plie, Sylviane aspirait à un peu plus de tranquillité, qu'elle avait bien méritée après avoir atteint un objectif : « *Je quitterai le secrétariat départemental adjoint du SNUipp 75 quand il y aura une femme pour me remplacer.* » Signe d'une réussite de ses combats, la section est aujourd'hui largement dirigée par de jeunes femmes, combattives, féministes, aspirant au maximum d'organisation collective. Sylviane avait donc réorienté ses priorités, construit une famille avec son compagnon, ouvrier et d'une gentillesse infinie, puis pris sa retraite en Côte-d'Or, où elle continuait à militer et à distiller, avec son humilité habituelle, son expérience et sa formation politique. Le NPA-l'Anticapitaliste exprime son entière solidarité à toute sa famille, à toutes les militantEs qui l'ont connue, et appelle à se souvenir des camarades qui, comme elle, ont agi toute leur vie pour la révolution et les combats unitaires, sans concession et dans le plus beau désintérêt personnel. Le 23 août 2026

VIE DU NPA

Une université d'été sous le signe de l'antifascisme

Cette 18^e édition de l'université d'été (UDT) du NPA-l'Anticapitaliste, du dimanche 23 au jeudi 27 août à Port-Leucate, a réuni près de 750 militantEs et sympathisantEs pour débattre, se former et partager des moments informels.

Un cycle préparé par la Commission formation et courant sur les quatre jours a porté cette année sur les années 1930 : un retour sur le passé pour éclairer le présent.

Quel front antifasciste ?

Un des cycles centraux a parcouru les années 1934-1938 à travers quatre débats : le Front populaire, la Révolution espagnole, pacifisme et militarisme, puis le stalinisme à travers les procès de Moscou. Montée des luttes par en bas, espoirs, limites et trahisons du Front populaire et de la Révolution espagnole, débats du mouvement ouvrier face au militarisme, stalinisation et Grande Terreur : autant d'enjeux riches de leçons dans une nouvelle période de montée du danger fasciste et des tensions guerrières. Le dernier atelier a notamment permis de discuter démocratie, violence d'État, bureaucratisation et extension de la révolution.

Le Cercle d'études marxistes a proposé d'autres retours historiques, notamment sur l'actualité de la pensée de Daniel Bensaïd, le front unique antifasciste ou encore la « Nouvelle France », discutée avec LFI et l'Assemblée des quartiers.

Un été catastrophique pour le climat

Les enjeux climatiques et environnementaux ont traversé de nombreux débats : élevage industriel, maltraitance animale et émissions de méthane ; sécurité sociale de l'alimentation comme levier de transformation de toute la chaîne alimentaire, de la production à la consommation ; liens entre dérèglement climatique et accélération de la militarisation. Avec le collectif Vietnam Dioxine, les liens entre extractivisme et colonialisme chimique ont illustré concrètement les politiques impérialistes et néocoloniales.

Enfin, autour de la brochure « Pour une révolution énergétique écosocialiste », un atelier a exploré une trajectoire de sortie des énergies fossiles et du nucléaire, pour construire une société où vivre mieux en consommant moins d'énergie.

La présidentielle, l'antifascisme et les luttes sociales

Trois débats et deux forums pléniers étaient consacrés à la présidentielle. Nous avons discuté des initiatives locales pour construire le front unique antifasciste et des rapports avec LFI, puis échangé avec Alternative communiste, le Réseau coopératif de la gauche alternative, Nouvelle Donne, L'Après, Les Verts populaires et l'Assemblée des quartiers sur leurs tactiques pour la campagne. Un autre atelier, avec l'UCL, portait sur la nécessité de construire des collectifs antifascistes locaux.



© PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Un forum réunissait la CGT, Solidaires, la FSU, Attac et la Confédération paysanne dans un échange sur la construction d'un front antifasciste articulé aux luttes sociales. Un second a permis de discuter avec Bérenger Cernon, député LFI, des enjeux de la campagne présidentielle à venir. Beaucoup de choses restent à approfondir !

Féminisme, antiracisme, luttes LGBTI

Sur le féminisme, les échanges se sont poursuivis autour de la loi intégrale contre les violences sexuelles : quelles mesures plus inclusives, donnant la priorité à la prévention et refusant la logique sécuritaire ? La mobilisation reste la voie pour les imposer, dès le 7 septembre. D'autres ateliers ont notamment permis de réfléchir aux utopies féministes et à un futur débarrassé des oppressions.

La Commission LGBTI a organisé deux rencontres : avec Margot Mahoudeau autour de son prochain livre, *10 questions sur la transphobie*, et avec Chameau sur la BD érotique queer et la précarité artistique.

L'antiracisme a également occupé une place importante, avec des ateliers sur les mécanismes de l'islamophobie, de la négrophobie et de l'antisémitisme, notamment avec Houda Asal, Monira Moon, Amyxus, Karelle, Ritchy Thibault et Aurélie Garand. D'autres débats ont croisé racisme, capitalisme et patriarcat, autour notamment de l'industrie du

vêtement et de l'exploitation des corps des femmes. Enfin, un atelier a interrogé les racines coloniales de l'exploitation animale et les infrastructures qui l'organisent aujourd'hui.

International : lutter contre l'impérialisme et le fascisme

Le cycle « Guerres, impérialismes et militarisation » a abordé les rapports de forces internationaux, le projet colonial de Trump, les stratégies d'Israël et l'extension de son projet génocidaire, ainsi que la hausse mondiale des budgets militaires. Il a également permis de réfléchir aux transformations de l'impérialisme et de faire un retour sur la conférence de Porto Alegre tenue en début d'année. Avec Survie, un atelier sur la FrancAfrique a montré comment, malgré son affaiblissement, la domination française continue de s'exercer sur les plans militaire, économique et culturel, dans ses néocolonies africaines comme dans ses colonies directes, notamment en Kanaky et à Mayotte.

Un autre atelier du NPA et de Survie a porté sur la « forteresse Europe » et l'externalisation des frontières : un marché de plusieurs milliards pour les industries européennes de sécurité et d'armement, mais aussi un moyen pour l'UE de renforcer sa domination néocoloniale en sous-traitant la chasse aux migrantEs à des régimes autoritaires d'Afrique et du Maghreb, qui consolident ainsi leur propre



pouvoir tout en réprimant leurs populations.

Films, livres, apéros et meeting

L'objectif de ces journées est de se former, mais aussi de se sentir plus fortEs ensemble, de se cultiver et de faire le plein d'énergie pour les combats à venir. Côté cinéma, nous avons retrouvé le Chili du MIR et Miguel Enríquez avec le documentaire d'Olivier Besancenot, *Le Bonheur est dans la lutte*, interrogé les injonctions patriarcales faites aux hommes avec *Dans le noir les hommes pleurent* et découvert, avec MMA : *au-delà des coups* de Selim Derkaoui, ce que ce sport emblématique révèle de la violence du système économique actuel.

La librairie La Brèche a accueilli des échanges avec Omar Alsoumi autour d'*Enfant de Palestine*, Michael Löwy sur les populistes russes, Ludivine Bantigny sur le Front populaire, Pia Shazar sur l'élevage industriel ou encore Vincent Bollenot sur la surveillance coloniale en France. Un atelier plein de bruit et de fureur a retracé l'histoire musicale, féministe et antifasciste de la contre-culture punk. S'y sont ajoutés les ateliers pratiques sur la campagne d'abonnement, la garde à vue ou l'intervention dans les entreprises.

Impossible de tout citer : il y a aussi le « off », les rencontres de secteurs, celles des éluEs et ancienNES éluEs, les apéros régionaux et, cette année, un meeting finalement tenu en intérieur à cause de l'orage. Un merci chaleureux à toute l'équipe de camarades qui permet à cette UDT de se dérouler dans de bonnes conditions, ainsi qu'au village vacances qui nous accueille chaque année. De quoi repartir avec l'énergie nécessaire pour mener les combats !

Synthèse par la rédaction

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)

[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitalist1](https://twitter.com/Lanticapitalist1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.spotify.com/fr/artist/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste,

le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@lanticapitaliste.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :

diffusion@lanticapitaliste.org



© PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS